

## MOZAMBIQUE

### **La mort de 80 personnes en détention doit donner lieu à une enquête indépendante**

Index AI : AFR 41/005/00

Amnesty International prie le gouvernement du Mozambique de veiller à ce que des experts disposant des compétences requises soient habilités à mener une enquête indépendante et approfondie sur la mort des 80 personnes au moins qui sont décédées récemment à Montepuez où elles étaient détenues.

Bien que les autorités aient affirmé qu'aucune marque de violence n'avait été relevée sur les corps des victimes, les décès survenus dans la nuit du 21 au 22 novembre se sont produits dans des circonstances suspectes.

D'après les informations recueillies, les autorités mozambicaines ont chargé une équipe de médecins et de policiers d'enquêter sur ces morts. Elles ont également demandé l'assistance d'experts étrangers.

Les personnes décédées avaient été arrêtées au cours ou à la suite de manifestations organisées par le parti d'opposition *Resistência Nacional Moçambicana (Renamo, Résistance nationale mozambicaine)*. Les manifestants contestaient les résultats des élections de décembre 1999, à

l'issue desquelles la majorité des sièges du Parlement avaient été remportée par le parti au pouvoir, le *Frente para a Libertação de Moçambique (Frelimo, Front de libération du Mozambique)*.

Le 9 novembre, dans le cadre de manifestations organisées dans tout le pays, au moins 41 personnes sont mortes au cours d'affrontements avec la police. De très nombreuses autres ont été blessées et des centaines d'arrestations ont eu lieu. Les événements les plus graves se sont produits à Montepuez, dans le nord de la province de Cabo Delgado, où plus de 20 personnes ont été tuées et plus de 100 appréhendées. Nombre de ceux qui ont perdu la vie à Montepuez étaient membres de la *Renamo*.

Le gouvernement devrait procéder à des investigations sur les événements du 9 novembre ainsi que sur les morts qui ont eu lieu en détention. Ces enquêtes doivent être menées de manière indépendante et impartiale, leurs résultats rendus publics et les responsables présumés traduits en justice.

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**